

L'urgence, c'est la protection des travailleurs-ses et de la population !

Sur le front de la pandémie les nouvelles ne sont pas bonnes, avec un COVID 19 à nouveau en expansion. Les clusters dans les entreprises et les établissements scolaires se multiplient mais le gouvernement place principalement ses réponses sur le plan du rapport individuel et de l'espace privé : les mesures principales de lutte contre la maladie touchent à la restriction des espaces de sociabilités. N'y a-t-il pas deux poids deux mesures dans la lutte contre la pandémie quand rien n'est mis en place pour protéger massivement les travailleuses et les travailleurs ou quand les masques sont toujours payants ? Pire : où sont les embauches de personnels dans les services publics qu'il aurait dû y avoir pour faire face à cette nouvelle vague annoncée depuis l'été ? Où sont les créations massives de lits, notamment en réanimation, de postes dans les hôpitaux, les remplaçant.es dans les écoles ?

Sur le front économique, le gouvernement a dégainé un plan de relance qui est destiné à satisfaire la finance et le grand patronat. Traduites dans le projet de loi de finances pour 2021, ces mesures sont donc un nouveau cadeau de Noël avant l'heure. Pour les travailleurs-euses, les classes populaires, les chômeurs-euses en revanche, pas même quelques miettes... Pas la moindre augmentation du SMIC ou du point d'indice des fonctionnaires, aucune incitation à une revalorisation salariale, sans parler de réduction du temps de travail. Et le pire est à venir pour la protection sociale : les multiples allègements de cotisations sociales vont réduire drastiquement son financement. De nouvelles économies sont donc à craindre dans le secteur de la santé.

Sur le front social, pas une journée ou presque sans annonce de plan social dans des secteurs qui pour certains ne semblent pourtant guère impactés par la crise comme la grande distribution. Et si ceux de l'hôtellerie, la culture, la restauration, le tourisme et l'évènementiel se prennent la crise de pleine face, d'autres secteurs profitent donc d'un effet d'aubaine pour imposer d'importantes régressions sociales et couper dans leurs effectifs pour dégager toujours plus de dividendes pour leurs actionnaires. Le gouvernement laisse faire. Sa politique se résume à profiter de la peur du virus pour imposer définitivement son programme de casse sociale tout en tentant de réduire encore les libertés publiques. Le monde d'après pour le capitalisme, c'est de profiter de la moindre opportunité pour faire bien pire que le monde d'avant...

Face à eux, notre réponse doit être solidaire et collective.

Pour nous les priorités sont claires : protéger au mieux la population de la pandémie en donnant des moyens massifs aux services publics, lutter contre les fermetures d'entreprises, créer massivement des emplois notamment par la réduction du temps de travail et la semaine des 32h, engager une reconversion sociale et écologique en rupture avec le système actuel qui nous envoie dans le mur.

Le cadre unitaire « Plus jamais ça » existe pour construire un monde d'après en réponse aux urgences sociales et environnementales. Un plan de sortie de crise y a été élaboré et ne cesse de s'enrichir. Partout sur nos lieux de travail, débattons des vraies urgences et engageons la lutte pour imposer nos revendications de progrès social.

Du pouvoir il n'y a rien à attendre : à nous de lui arracher des conditions de vie dignes et décentes !

Paris, le 2 octobre 2020